

Chapitre premier : Au feu

Septembre 2011

Pendant une grande partie de ma vie j'ai écouté les histoires des autres, celles que l'on voulait bien me raconter, celles que l'on ne racontait qu'à moi : c'était mon métier.

Une fois à la retraite, j'ai décidé de tout oublier. C'était indispensable, je ne pouvais pas garder toutes ces archives, ces kilos de papier.

Un voisin me proposa d'acheter une déchiqueteuse. Je balayai l'idée prétextant que la vieille cheminée de l'appartement haussmannien qui me servait de cabinet, ferait tout autant l'affaire.

Il me fallut plusieurs jours pour venir à bout de près de trente ans de pattes de mouches alignées sur toutes sortes de feuilles. Je crois même que j'ai bien failli mettre le feu à tout l'immeuble. Du moins, c'est ce que crut le gardien qui appela les pompiers le deuxième jour de mon autodafé, affolé par la fumée qui envahissait la cage d'escalier en se glissant sous ma porte palière.

Il faut que je vous fasse un aveu. J'ai toujours été un piètre pyromane : qu'il se soit agi d'un feu chez les scouts pendant mon adolescence, d'un feu de cheminée

dans ma maison de Normandie ou même d'un barbecue, je ne fus jamais l'homme de la situation.

Concernant l'opération de destruction massive d'une vie de labeur, il faut bien préciser que le papier, classé en chemises de couleurs, elles-mêmes rangées, avec ou sans intercalaire, dans des pochettes cartonnées à rabats n'est pas un bon combustible. En réalité, si je crus gagner du temps en évitant la déchiqueteuse, il n'en fut rien. Six jours et plusieurs sacs poubelle de cendres furent nécessaires avant que mon stock d'histoires ait disparu.

Lorsque monsieur Ferreira vint me porter mon courrier en fin de semaine, quatre jours après l'épisode des pompiers, il ne put s'empêcher de me faire cette remarque :

— Mousiou Pierre, vous ouriez dou me prévenir que vous fomieuz du saumon, j'aurais apporté ma morue.

La lutte des classes avait toujours été bien présente dans l'esprit du locataire du rez-de-chaussée. Pour mon gardien, le psychanalyste mangeait inévitablement du saumon fumé pendant que l'immigré portugais était condamné au régime cabillaud.

Dans le sixième arrondissement, la diaspora portugaise tenait pratiquement toutes les loges encore existantes et résistait aux assauts des syndicats qui essayaient, à chaque assemblée générale, de convaincre propriétaires et bailleurs de remplacer loges et gardiens par des prestataires de services extérieurs. C'est d'ailleurs à l'occasion

de la préparation de l'une d'entre elles, quelques années auparavant, que je fis plus ample connaissance avec le dernier gardien en place de mon immeuble.

À Paris, la charge de gardien ne se transmettait pas vraiment de père en fils mais plutôt de frère à frère ou d'oncle à neveu. Depuis l'arrivée massive dans les années soixante des Portugais fuyant la dictature de Salazar, la première communauté étrangère de France, réputée pour son courage, son sérieux et sa force de travail, avait progressivement investi les petits logements installés derrière les larges portes cochères des immeubles bourgeois parisiens.

Monsieur Ferreira ne faisait pas exception à la règle. Lorsqu'il prit la suite d'un oncle reparti au pays pour profiter d'une retraite bien méritée, je venais tout juste d'atteindre mes soixante ans et n'envisageais pas du tout de prendre la mienne.

Un an plus tard, le syndic inscrivit à l'ordre du jour de la réunion annuelle des propositions tendant à, je cite de mémoire, « aboutir à une meilleure gestion financière de l'ensemble immobilier ». Il était bien question d'un licenciement afin de vider la loge du gardien, avant d'envisager même de la vendre. Pedro Ferreira entreprit alors, étage par étage, sa croisade pour sauver son gagne-pain et son logement, en interpellant méthodiquement chaque propriétaire.

Bien que mon cabinet, situé au premier étage, face à l'ascenseur, aurait dû être sa première étape, je ne fus finalement que son dernier interlocuteur. Ma secrétaire, que j'ai toujours soupçonnée d'être habitée par un sentiment un peu trop franchouillard dissimulant mal un

racisme latent, connaissait la raison de la demande du gardien. Elle décida de lui jouer un mauvais tour. Avec malice, elle se fit donc une joie d'appliquer à la lettre mes consignes : « les rendez-vous ne pouvaient pas être pris autrement que par téléphone ». Mon gardien, un brave homme très respectueux des règlements en tout genre s'exécuta et redescendit à sa loge pour passer son appel. Sa bonne éducation faillit lui coûter sa place : mon planning étant assez chargé, il n'obtint un rendez-vous que la veille de l'assemblée générale.

Le jour dit, je ne fis pas attention à mon agenda, n'ayant pas remarqué que mon nouveau rendez-vous portait le même patronyme que mon gardien.

Tout était conforme, le créneau horaire retenu pour un premier entretien était d'une heure plutôt que les quarante-cinq minutes d'une séance classique. C'était ainsi que je procédais et cela me permettait même, parfois, d'expliquer au patient que je n'étais pas le bon praticien. Il m'arrivait alors, certes très rarement, de refuser la prise en charge d'une thérapie.

Je savais que ma méthode faisait débat au sein de la profession, mais je résistais et tenais bon : une analyse était souvent bien plus longue que bon nombre de mariages. J'étais bien en droit de choisir mes partenaires après tout !

Avec Monsieur Ferreira, ce fut aussi un mariage qui dura jusqu'au dernier feu.

Lorsque j'ouvris la porte de la salle d'attente, je compris dans l'instant le vilain tour que ma drôle de